

Souleymane Koné : « Les dirigeants de la transition doivent être profondément convaincus de la nécessité du changement »

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 09 SEPTEMBRE 2020

684

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Une transition avec un président civil au Mali

Le CNSP sur une pente glissante



Crise scolaire : Les parents d'élèves expriment leur colère !



Affaire foncière Sogoniko : Bras de fer entre le maire et la population



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	Une transition avec un président civil au Mali : le CNSP sur une pente glissante	P.4
Brèves	57 ^e sommet de la CEDEAO à Niamey : Le président nigérien demande au CNSP d'« aider à aider le Mali »	P.13
	Mali : Le Mouvement Populaire du 4 septembre appelle demain à un meeting de soutien à l'armée Malienne	P.13
	Restitution des véhicules de service par l'ancien régime : L'ancien Ministre Yaya Sangaré remet 5 véhicules qui étaient à sa disposition	P.14
	L'éducation, le fondement de toute nation : Si non le monde s'effondre	P.14
	Sénégal : de Retour de Niamey, Macky convoque une réunion d'urgence au palais	P.14
	Gestion des véhicules de l'État : L'exemple Rwandais	P.15
	Transition au Mali : La France ne reconnaît-t-elle pas l'autorité de la junte ?	P.15
Actualité	Crise scolaire : Les parents d'élèves expriment leur colère !	P.17
	Affaire foncière Sogoniko : Bras de fer entre le maire et la population	P.18
Politique	Gestion de la crise politique au Mali : La lettre ouverte de Soumaila Traoré qui interpelle	P.19
	Souleymane Koné : « Les dirigeants de la transition doivent être profondément convaincus de la nécessité du changement »	P.21
Culture & société	Centre de ressources documentaires sur le Mandé : Tous les KEITA ne sont pas d'ascendance noble	P.25
International	Centrafrique : L'ex-président Michel Djotodia reçu par le chef de l'Etat	P.26
	Journalisme et risque du métier : Deux journalistes australiens fuient la Chine par crainte d'être arrêtés	P.27
Sport	Côte d'Ivoire : Le football ivoirien, abandonné par tous, fout le camp !	P.28
	Le classement des 12 meilleures associations membres de la CAF	P.28



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



Une transition avec un président civil au Mali : le CNSP sur une pente glissante

Les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO, réunis en sommet le lundi dernier à Niamey, au Niger, sous la présidence du président Mahamadou Issoufou, ont exigé des militaires au pouvoir au Mali, organisé dans le cadre du CNSP, que le président et le Premier ministre de la transition au Mali soient des civils et qu'ils soient nommés, au plus tard, le 15 septembre prochain. Ils ont en outre « pris acte » des consultations inter-maliennes, lancées samedi 5 septembre, et décidé de maintenir les sanctions prises antérieurement contre notre pays. Déjà dans son discours d'ouverture, le président Issoufou, parlant de la situation au Mali, dira que les dernières élections législatives ont fait l'objet de contestation suite à la proclamation, en Avril 2020, des résultats définitifs, par la Cour constitutionnelle. Ce qui, à ses yeux, a été l'élément déclencheur d'un mouvement de protestation qui a conduit au coup d'Etat du 18 Aout 2020 aggravant ainsi la crise politique.

Cette situation, dira Mahamadou Issoufou, a été au centre des préoccupations des chefs d'Etat, qui ont d'ailleurs consacré trois sommets virtuels en plus d'une mission de médiation de cinq chefs d'Etat et de la médiation du Dr Goodluck Jonathan, ancien Président de la République Fédérale du Nigeria, médiateur désigné par la CEDEAO pour le Mali.

« Nous avons aussi demandé la mise en place d'une transition, d'une durée de 12 mois maximum, dirigée par des civils. Le Mali a plus que jamais besoin de stabilité pour que les aspirations fortes du peuple Malien à la sécurité, au développement soient pleinement satisfaites. Il est du devoir de notre communauté d'assister les Maliens en vue d'un rétablissement rapide de toutes les institutions démocratiques. La junte militaire doit nous aider à aider le Mali. Nous fondons l'espoir qu'elle répondra favorablement aux mesures prises par notre communauté. D'autres partenaires stratégiques du peuple Malien fondent le même espoir. Ne les décevons pas ».

Et comme il fallait s'y attendre, à la fin des travaux, les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO ont exigé que le président et le Premier ministre de la transition au Mali soient des civils et qu'ils soient nommés, au plus tard le 15 septembre. Ils ont déclaré avoir pris acte des concertations nationales pour la mise en place de la transition, lancées samedi 5 septembre. Cependant, ils ont décidé de maintenir les sanctions prises antérieurement contre le Mali. Pour rappel, au cours d'un précédent sommet, la CEDEAO avait déjà demandé au CNSP d'engager une transition civile immédiatement en consultation avec la Cour constitutionnelle, les partis politiques, les organisations de la société civile et tous les autres acteurs.

Cette transition doit prendre en compte la nomination d'un président qui doit être une « personnalité civile » et d'un Premier ministre, aussi « une personnalité civile ». En outre, la transition ne doit pas dépasser 12 mois à l'issue desquels les élections (présidentielle et



législatives) seront organisées. Le président et le Premier ministre de la transition ne pourront pas se présenter à ces élections. La libération de l'ancien président Ibrahim Boubacar Keita et la possibilité pour lui d'aller se soigner à l'étranger faisaient également partie des exigences des dirigeants de la CEDEAO.

Le CNSP joue-t-il au cache-cache avec les Maliens ?

Il est un fait, d'ailleurs de notoriété publique, que les militaires du CNSP veu-

lent conserver le pouvoir à Bamako. Tous leurs faits et gestes, des événements du 18 août à ce jour accréditent clairement cette thèse.

C'est ainsi que nichés à Kati comme dans un bunker, que les colonels de Kati ont commencé par snober royalement le M5-RFP pour s'afficher ostensiblement avec ceux qui, jusqu'à la dernière minute ou même après la démission de IBK s'étaient opposés à toute idée de changement ou ont même dénoncé le changement intervenu. C'étaient des soutiens

assumés de IBK devenus subitement les nouveaux thuriféraires des militaires qui l'ont amené à démissionner. La veille, ils dénonçaient le coup d'état, refusaient la thèse de la démission et ne demandaient pas moins que le rétablissement de IBK dans ses fonctions et le retour de feu l'assemblée nationale. Prenant finalement acte de l'inanité de leurs demandes et conscience que la page IBK était définitivement tournée, ils ont vite retourné casaque, sont allés faire allégeance aux militaires et leur ont surtout affirmé leur





disponibilité et prodigué de " sages conseils" qui tiennent en 5 mots : Tout sauf le M5-RFP.

Cela tombait sans doute bien : le CNSP non seulement voulait le pouvoir et tout le pouvoir mais au surplus ne voulait pas s'encombrer d'un partenaire ayant un très vilain défaut : la légitimité.

Il aura fallu une nouvelle manifestation-démonstration de force du M5-RFP et les mises en garde de l'imam Mahmoud Dicko pour inciter le CNSP à engager des discussions avec le M5.

Malgré le dialogue établi., le CNSP s'est engagé dans une politique des faits accomplis avec notamment le fameux Acte fondamental faisant du président du CNSP le nouveau chef de l'état du Mali. Sur ce socle ont commencé des nominations tous azimuts à quasiment tous les postes militaires importants.

Mais les difficultés ou plus précisément les velléités de conservation de tout le pouvoir du M5-RFP résident ailleurs. En effet, au-delà de la CEDEAO, c'est une large frange de la communauté internationale qui est totalement opposé à un maintien direct ou indirect des militaires au Mali. Qu'il s'agisse de l'Union africaine que de l'Union européenne, les Etats Unis d'Amérique que les Nations Unies, le dis-

cours est le même : les sanctions contre le Mali seront renforcées si étendues.

La marge de manœuvre est donc très étroite pour le CNSP ne saurait réussir sa mission et satisfaire les attentes des maliens que dans un partenariat franc et loyal avec le M5-RFP. Toute autre voie conduira inéluctablement à l'échec et au retour en force de la restauration qui fera tout pour broyer les deux tombeurs civils et militaires de IBK. Juste pour se mettre à l'abri des poursuites et reconquérir le Mali avec les milliards volés.

Il est vraiment temps que les choses bougent et qu'on aille au-delà du dédain manifeste du CNSP envers le peuple, le flou entretenu autour de leurs intentions, leur manque de communication et d'explication sur des actes officiels d'envergure déjà adoptés ! En effet, dès la prise effective du pouvoir, le CNSP joue à un jeu flou et incompréhensible, se muant en un organe de récupération, ou même de réhabilitation, au lieu d'être un comité de redressement d'une nation en banqueroute. Ainsi, pour un responsable politique, la situation est telle que l'atmosphère au Mali est devenue soudainement lourde, et remplie de doute.

Le malien s'inquiète. Le CNSP paraît patauger, il tergiverse et ne semble pas mesurer la por-

tée du défi. Les bribes d'informations données sur quelques succès militaires ces derniers jours, ne serviront pas sans cadre organisé, surtout que le pays est administrativement désarticulé. Un pays à terre ne se gère pas par morceau, et ne peut se relever à travers des actes isolés. Le Mali a besoin de se rebâtir avec tous ses fils, dans une transition sérieuse et réfléchie pour amorcer ensuite une phase de normalisation et de développement nécessaire », soulignera-t-il.

Pour, lui, le CNSP doit comprendre que nous sommes dans un monde globalisé, qui a des principes rigoureux. Il doit intégrer que les maliens sont désemparés, et qu'ils n'ont plus beaucoup de patience. Il doit analyser les difficultés sociales et politiques, et apprécier leurs complexités. Et après, seulement après il percevra que le Mali, notre pays a tous est une véritable cocotte-minute en pleine ébullition. Alors, si après tout cela, il reste dans une posture d'hésitation et d'arrangement, ces membres s'exposent, et seront jugés par le tribunal de l'histoire comme ceux qui ont parachévé l'état de décomposition finale de notre pays. Mais rien ne permet de conclure en cela aujourd'hui.

■ Yama DIALLO

Jeune Afrique

Alassane Ouattara a-t-il raté sa sortie ? À moins de deux mois de la présidentielle, sa candidature à un troisième mandat crispe les débats.



Lumumba, Houphouët-Boigny, Keïta, Senghor, Mba, Ahidjo... En 1960, les leaders africains se sont succédé à la tribune pour proclamer l'indépendance de leurs pays. Solennels ou militants, ces discours sont entrés dans l'histoire.

CMAS de l'imam Mahmoud DICKO

Rencontre avec les Mouvements armés : le M5-RFP et la CMA se parlent !
Peuple du Mali
Debout pour le Mali



Le Peuple malien s'assurera quoi qu'il arrive !
Le Peuple défendra Sa Patrie coûte que coûte !

RENCONTRE M5-RFP ET LA CMA : QUAND LES MALIENS SE PARLENT, C'EST BEAU !

LE DOYEN DE LA CMA, MONSIEUR ALY AG MOHAMED ALMAOULOUD A DÉCLARÉ QU'IL FAUT TOURNER LA PAGE DU PASSÉ ET ALLER À LA REFONDATION DU MALI.

Le frère Moussa AG Attaher a également déclaré que, je cite : la CMA a toujours souffert d'être entre le marteau et l'enclume:

Le marteau d'un gouvernement (le régime IBK) qui manque de volonté politique et l'enclume d'une opposition qui n'a jamais fait l'effort de nous comprendre".

Mossa Ag Attaher

Maliens,

Osons se Parler...

Osons se dire la vérité,

Osons relever le défi de la paix !



Radio Guintan

L'ancien député Marcelin Guinguéré Président de la commission santé a déposé ce matin sa voiture de marque Toyota excellium appartenant à l'assemblée nationale à la direction Générale de l'administration des biens de l'Etat.



Sputnik France

«Les chefs d'État de la Cedeao persistent dans l'erreur qui consiste à vouloir régler le problème malien par la force ou par la menace», explique le Dr Cheikh Tidiane Dièye, économiste du développement joint par Momar Dieng



YERI Bocoum

revuedepresse
#CHEICK_MODIBO_SOUMANO
Sur : #ybc



Concertations autour de la Transition Malienne : Le M5-RFP opte pour une transition politique civile, dicit Choguel K. MAIGA, Président du Comité Stratégique

Au moment où les travaux de validation des TDR battent leur plein, en prélude aux concertations nationales pour la transition, le Président du comité stratégique du M5-RFP, Choguel Kokala Maïga, nous livre la position du M5-RFP sur la transition, les relations avec la junte du 18 août, etc.

maliweb.net – Le Président du Comité Stratégique du Mouvement du 5 juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) explique qu'au jour d'aujourd'hui, c'est une nouvelle ère qui s'ouvre pour le Mali, à travers les concertations qui se tiennent à Bamako et dans les chefs-lieux des régions. « A la faveur de ces concertations, le M5-RFP dévoilera en public sa stratégie et ses propositions pour que la transition ne puisse pas échouer. La position du M5-RFP, c'est une transition politique civile, conduite par un civil ! Nous l'avons fait savoir aux membres du Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP). Nous défendons cette position, qui fait l'unanimité au sein de notre Mouvement », indique clairement celui qui assure par ailleurs l'intérim de la présidence du FSD, l'ancien regroupement de l'opposition au régime défunt.

Par rapport aux discussions menées, entre le M5-RFP et le CNSP, le président du MPR affirme que : « Le M5-RFP a été clair avec les membres du CNSP, en leur disant qu'ils ne peuvent pas gérer la présidence de la transition, car leur mission n'est pas de faire la politique, mais plutôt de défendre le Mali et de sécuriser sa population. Le monde a changé : un militaire ne peut faire un coup d'Etat et rester à la tête du pays. C'était possible, il y a une vingtaine d'années mais aujourd'hui, c'est impossible. Et c'est le même message que les anciens Chefs d'Etats du Mali leur ont livré quand ils sont allés à leur rencontre. De plus, l'iman Dicko leur a fait une mise en garde quant

à la tentation de vouloir confisquer la victoire du peuple malien. L'autorité morale du M5-RFP leur a expliqué qu'il ne souhaiterait pas que les résultats de la lutte se soldent par des sanctions imposées au peuple malien, par la communauté internationale. Nous estimons que les militaires ne doivent pas rester au pouvoir ; ils doivent céder la place aux civils. Nous leur avons dit d'accepter de suivre nos instructions et d'être aux côtés du M5-RFP, car nous sommes les deux acteurs du changement au Mali, comme les deux poumons d'un même corps. Et c'est avec le M5-RFP qu'ils seront protégés, sauvés et graciés contre la communauté internationale. »

Quant à la durée de la transition, selon le Président Choguel MAIGA, le M5-RFP veut une transition du juste milieu, entre 18 à 24 mois et pour lui, cela ne doit pas poser de problème. Pendant la transition, des réformes institutionnelles, administratives, sécuritaires, le système éducatif et la lutte contre la corruption, seront considérées comme missions prioritaires. Et ce qui ne sera pas achevé pendant la transition, sera parachévé par le nouveau Président élu.

Le président du Comité stratégique du M5-RFP est assez optimiste : « La semaine prochaine, nous sommes convaincus que l'on trouvera un consensus entre le M5-RFP et la junte. Par ailleurs, nous avons remis, le 24 août dernier, un document du cadre de gestion de la transition, élaboré par le M5 relatif aux organes de la transition. La charte de la transition sera remise également aux membres du CNSP. C'est cette charte qui sera validée au cours des concertations nationales des 10, 11 et 12 septembre 2020», est-il convaincu.

A la question de savoir qui, au sein du M5-RFP, doit gérer la transition, Choguel Maïga est formel : « Il n'a jamais été question de celui qui doit gérer la transition au sein du M5. Nous voyons des spéculations dans une certaine presse et sur les réseaux sociaux », déclare-t-il. Cependant, il donne des pistes de critères pour ce choix très sensible, à savoir «avoir un sens élevé de la responsabilité, un patriote dévoué à la tâche, sa maîtrise du Mali, voilà entre autres des qualités que nous voudrions pour le futur Président de la transition », révèle-t-il. Et si le choix était porté sur le Président du Comité Stratégique du M5-RFP ? « Je ne saurais répondre à cette question sur ma participation en tant que membre de la transition », se refuse-t-il cependant à indiquer !

Bokoum Abdoul Momini/Maliweb.net



Actualité CNSP | #Audiences | #OCLEI

Le président du CNSP reçoit en audience le président de l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI), monsieur Moumouni Guindo .

La dite rencontre a permis de procéder à l'évaluation de l'état d'avancement de plusieurs dossiers.

#YBC/YB



Abdoulbaki Diallo

47 min · G

L'urgence pour le CNSP et tous les autres acteurs maliens, c'est trouver une solution rapide à cet embargo. Ça fait perdre des dizaines de milliards par jour au Mali. Un pays comme le notre ne peut pas se permettre cela. Plus que les véhicules, les macarons, plus que les rencontres avec le procureur, le médiateur, et le directeur de l'OLCEI, il nous faut rapidement mettre le pays à pieds économiquement et limiter la casse. Les actions populistes ne feront pas long feu face à l'embargo. L'hystérie collective a une limite. Ne mettons pas la charrue avant les bœufs. A bon entendeur salut.

MALI KANU



Dernière étape ce lundi de la mission de supervision des opérations de contrôle routier des équipes #ANASER-#Gendarmerie.

Depuis quelques jours, l'Agence Nationale de la Sécurité Routière en collaboration avec la Gendarmerie nationale, a déployé une grosse équipe sur plusieurs axes routiers du pays.

Ces opérations de contrôle ont pour objectif de réduire considérablement les accidents de la circulation routière. Opérations au cours desquelles, les équipes dirigées par la Directrice générale de l'#ANASER, Mme DOUMBIA Diadji SACKO, ont largement sensibilisé les usagers pour le respect strict des dispositions du code de la route.

435 infractions enregistrées !

Avec la participation de la gendarmerie nationale, les équipes #ANASER-#Gendarmerie ont constaté 435 infractions tout au long de ces opérations de contrôle routier.

C'est sur l'axe #Bamako-#Fana qu'on a enregistré le plus grand nombre d'infractions, suivi de celui de #Bamako-#Bougouni avec 85 infractions. C'est d'ailleurs sur cet axe routier que les équipes étaient déployées ce lundi pour la dernière étape.

Les infractions ont surtout trait à l'excès de vitesse, au non port de la ceinture de sécurité, le surnombre de passagers, la péremption ou le défaut de visite technique .

Par ailleurs, la Directrice générale de l'ANASER assure l'opinion publique que ses équipes resteront déployées sur le terrain.

Elle invite les usagers à plus de responsabilité en vue d'atteindre l'objectif "zéro accident" sur nos routes.

Le plus beau cadeau que l'on puisse faire à nos proches est d'arriver à destination saint et sauf.

Cellule Communication du Ministère des Transports et de la Mobilité Urbaine / Service Communication #ANASER !



57e SOMMET DE LA CEDEAO | LE PRÉSIDENT BUHARI APPELLE SES HOMOLOGUES À RESPECTER LES LIMITATIONS DES MANDATS.

"Il est important qu'en tant que dirigeants de nos différents États membres de la Cedeao, nous respectons les dispositions constitutionnelles de nos pays, notamment en ce qui concerne la limitation des mandats. C'est un domaine qui génère des crises et des tensions politiques dans notre sous-région".



Un sondage d'opinion sur la transition réalisé par la tuwindi le révèle: 62,4% des sondés favorables à une transition dirigée par un militaire contre 37,6% pour un civil.

Après « la démission du président IBK et de son régime », la Fondation Tuwindi a réalisé un sondage d'opinion dans 10 localités du pays sur la gestion de la transition. Les résultats de son enquête révèlent que 62,4% des personnes sondées estiment que la transition devrait être dirigée par un militaire contre 37,6% qui souhaitent un civil à la tête de la transition.

Cette étude, réalisée entre le 25 et le 30 août dernier, a concerné Bamako (51%), Kayes (5%), Koulikoro (7%), Sikasso (8%), Mopti (9%), Ségou (5%), Tombouctou (4%), Gao (2%), Kidal (2%) et la diaspora (7%). Sur un total de 842 personnes ayant répondu aux questions, 62,4% sont favorables à un militaire à la tête de la transition contre 37,6% pour un président civil. Toutes les 10 localités et les tranches d'âge (à l'exception des 55 ans et plus) sont à plus 50% pour un président militaire ; 65,5% des femmes sondées sont également pour un militaire contre 61,55% d'hommes.

En ce qui concerne la durée de la transition, 38% des sondés sont pour une période de trois ans, 25% pour deux ans, 20% pour un an, 10% pour plus de trois ans et 7% pour moins d'un an. Ses priorités doivent être, selon les sondés, axées, par ordre d'importance, sur la sécurité, l'éducation, la justice et la lutte contre la corruption, la santé, la révision de la Constitution, les élections et l'économie.

Pour ce qui est de la perception des Maliens des sanctions de la CE-DEAO, 76% des personnes sondées les désapprouvent, 10% les approuvent et 14% sont neutres. Selon l'étude de Tuwindi, au moins 63,64% des sondés dans les 10 localités et 64,84% des sondés de 18 ans et plus désapprouvent les sanctions de l'Organisation ouest-africaine. L'enquête s'est également intéressée au sort de l'ancien président IBK. Elle conclut que 42% des sondés souhaitent qu'il soit jugé, 31% estiment qu'il doit être gardé pour l'instant et 27% sont favorable à sa libération.

Moussa Sayon CAMARA

Source : l'Indépendant



#Transport #Aérien | Aéroport du Mali reçoit des équipements modernes !

Cérémonie de remise de don du Gouvernement japonais ce lundi 07 septembre 2020 aux acteurs de la plateforme aeroportuaire du #Mali. Placée sous la présidence du Secrétaire général du Ministère des

Transports et de la Mobilité Urbaine, M. Marc DABOU, cette donation du Japon magnifie davantage la bonne santé des relations entre nos deux pays.

Des équipements ultra-modernes d'une valeur de 1 milliards 881 millions de FCFA.

La première tranche de don qui vient d'être livrée est composée d'équipements de dernière génération en matière de sûreté aeroportuaire, et de matériels roulants (bus, Pick Up 4X4 double cabine, motos Qads tout terrain...).

La remise symbolique des clés a été faite par le Secrétaire général du Ministère des Transports et de la Mobilité Urbaine et le Directeur Général de la Police Nationale.

Ces équipements de sûreté aeroportuaire et matériels roulants vont contribuer, non seulement à la modernisation de l'Aéroport International Président Modibo KEÏTA Sénou, mais aussi à l'amélioration des conditions de travail et de l'offre de service aux usagers.

Cellule Communication du Ministère des Transports et de la Mobilité Urbaine !



Touré Abdoul Karim



La guerre des enseignants maliens est légitime. Ils réclament des droits et exigent une amélioration de leur condition. C'est également juste.

Mais les enseignants ne savent ils pas que l'enseignement ne se base pas seulement sur ces critères ?

Ne savent ils pas aussi que les conditions lamentables et la culture de la médiocrité que l'école malienne traverse, n'est pas simplement la responsabilité de l'État?

Enseigner implique une responsabilité et un engagement.

Responsabilité, parce que tout ce qui est produit est le résultat de l'enseignant en matière de savoir-faire et de savoir-être de l'enfant. Réclamer des droits est certes légale, mais fermer les yeux sur les conditions du devoir de l'enseignant en matière de ce qu'il transmet, est une criminalité.

L'école malienne n'est pas seulement malade, elle est devenue un dépotoir et une garderie pour abrutir des enfants.

Les enseignants ne se plaignent pas de la qualité de l'enseignement transmis, le suivi de ce qui est enseigné. Qui doit enseigner ? Pourquoi il doit enseigner ? Qu'est-ce qu'il apporte comme valeur ajoutée?

On parle d'article pour réclamer des droits. On passe plus de 7 mois de grève, pour donner des cours de 3 mois et faire passer les enfants. Rien n'est exigé dans ce sens du moment que les doléances sont tenues.

Des enfants qui ne sont même pas en mesure de formuler une phrase correctement, passent pour une classe supérieure. Et ni les syndicats de l'enseignement, ni aucune autre organisation des enseignants n'exigent quoique ce soit.

Si les enseignants peuvent réclamer des droits de toutes les manières possibles, ils doivent être mesure également de s'impliquer dans leur devoir de proposer des réformes aux niveaux de la qualité des cours dispensés.

La vérité est que le niveau de l'enseignant actuel est aussi pitoyable que le niveau du bachelier qui est incapable d'identifier le verbe dans une phrase.

Je le sais, parce que j'ai enseigné plus de trois ans gratuitement. J'ai fini par laisser tomber, parce que les promoteurs de l'enseignement sont des commerçants en quête de tout ce qui est facile.

Tout le monde réclame des droits, mais personne ne regarde où se situe son devoir et ses responsabilités.

#pauvres_enseignants_maliens_devenus_commerçants.

Touré Abdoul Karim



PINAL



ÇA A ÉTÉ DIT

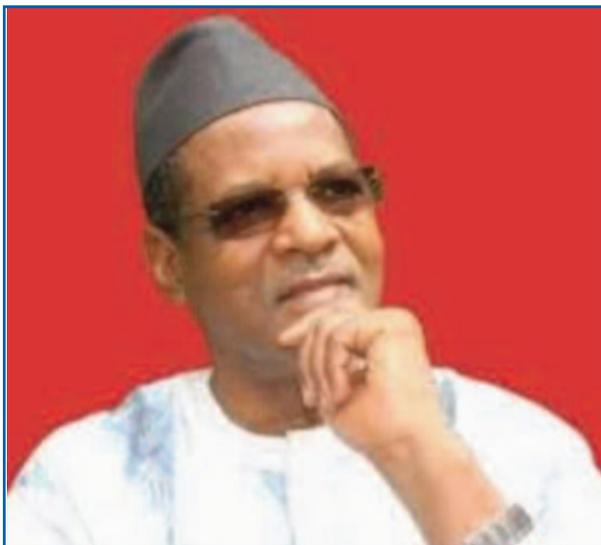
Le cas burkinabé pourrait servir de jurisprudence.

N'eut été le CEDEAO le général Diendéré aurait renversé le régime de la transition burkinabé. Il l'a réussi d'ailleurs, c'est la CEDEAO qui a remis le président Kafando et le Colonel Zida en place. Il n'y a pas de temps à perdre. Vouloir définir les termes de référence de la transition tel que vous êtes entrain de vouloir le faire tend à prouver que vous avez juste tenté une aventure et elle vous a réussi, mais que vous n'avez pas parachevé l'immense travail périlleux, qui a coûté la vie à beaucoup de jeunes maliens, du M5-RFP, comme

vous l'annoncez et que vous voulez rester dans cette aventure sans savoir ce que vous voulez pour le Mali, votre pays meurtri.

Le Mali ne se gèrera plus jamais comme ça. Sauf dans la terreur et dans l'instabilité! On en a connu d'autres et on sait surtout comment elles ont été balayées!

Et la transition ne devrait pas excéder un an, un an et demie. Plus vite le terrorisme sera chassé de nos terres, plus la nation malienne vous sera reconnaissante. Plus vite la chientlit créée par la malgouvernance s'arrêtera, plus vous aurez mérité de la nation, plus vous aurez rendu son honneur à votre tenue, plus vous aurez vengé nos couleurs nationales, aujourd'hui sous perfusion internationale. Source : Extrait du texte intitulé " LE JOUR DE GLOIRE EST SI EVANESCENT" de Moustapha Dicko, Ancien Ministre.



Niger : Nana Akufo-Addo élu Nouveau président de la CEDEAO et ultimatum de la CEDEAO au CNSP <https://t.co/Tw4yccHcHL>

Dites au CNSP de ne pas oublier ceux qui occupent les bâtiments publics là aussi.
Pinal

RFI Afrique

Deux têtes d'affiche ce dimanche 6 septembre : le trio Mahamadou Coulibaly, Sally Sanogo et Boro Doucouré cofondateurs d'ONCOTV, plateforme et réseau de bornes de téléconsultations médicales connectées, et Messina Guikoumé, promotrice de l'éco-logement made in Africa.



Siramary Konaré

21 jours après le crime contre le peuple malien, les problèmes du Mali n'ont toujours pas connu un début de solutions.



Sambou Sissoko

N'ayons aucune crainte de le dire!..

La démission "sous pression" du président IBK du Mardi 18 Août était l'œuvre de la DGSE française aidées par les forces spéciales et la SE maliennes. À quelle fin ? Dans le but de récupérer l'appareil d'État avant qu'il ne tombe entre les mains d'autres puissances étrangères (États-Unis, Russie, Chine,...) qui ne veulent pas sortir bredouille dans le second partage de l'Afrique après celle de 1884-1885.

Par la faute de certains politiciens véreux qui n'ont d'autres objectifs que leur propre confort et leurs privilèges, nous avons la corde au cou avec la France, les chaînes aux pieds avec la communauté dite internationale dont les intérêts se confondent avec ceux de la France. C'est pourquoi Emmanuel Macron se croit tout permis, y compris intimider l'ordre aux dirigeants de pays qui s'estiment souverains à venir clarifier leur position chez lui à PAU. C'est le comble de l'humiliation à l'égard de ces dirigeants, surtout celui du Mali après le dédain manifesté à son égard lors de la cérémonie d'hommage (02 décembre 2018) des 13 soldats de Barkhane tués au Mali. Par cette convocation, le président des français espère redorer son blason en se présentant à ses adversaires russes et chinois comme le chef suprême des armées des pays du G5-Sahel.

43 ans pour conquérir le Soudan et 18 ans pour le pacifier, soit 61 ans au total pour parvenir à ses fins. Voilà l'immense effort fourni par la France pour avoir la mainmise sur nos matières premières. Le Mali en tant que pays souverain n'a vécu que pendant 8 ans seulement. De 1968 à nos jours, la France ne fait que renforcer sa présence militaire et économique chez nous. Si nous ne nous battons pas intelligemment, courageusement et avec constance nos enfants et nos petits enfants hériteront de nous un pays 100% recolonisé dont les ressources exploitées profiteront uniquement aux enfants d'autrui. Les "résistants soudanais" n'ont jamais démérité en terme de courage, ni d'intelligence. Ce qui leur a manqué et qui, malheureusement, nous manque encore aujourd'hui c'est la conscience de l'impérieuse nécessité de s'unir face à un adversaire commun.

Le peuple souverain du Mali est conscient et disponible pour libérer les 3/4 du pays de la présence des bandits narcotrafiquants armés mais ce qui lui manque c'est l'apport des intellectuels, des cadres politiques et administratifs, des militaires hauts gradés et des hommes de culture en termes d'organisation, d'éducation et de mobilisation dans son combat contre les ennemis internes d'une part et les forces prédatrices de recolonisation politique et économique d'autre part. En effet, ce sont nos décideurs politiques, tournés vers eux-mêmes et sans souffle vivifiant, qui permettent aux ennemis extérieurs de transformer les fissures de notre société en brèches pour entrer et prendre la forteresse Mali. Le MAL malien est d'abord interne à notre pays. Ce MAL s'appelle inconscience et inconsistance patriotiques. Si notre peuple est organisé et mobilisé sur sa devise « Un Peuple-Un But-Une Foi », les puissances extérieures renonceront à leur projet de partition du Pays. Hélas ! Nous avons encore du chemin à parcourir car il existe beaucoup d'opérateurs économiques, de ca-

dres politiques et de hauts gradés de l'armée qui ont des intérêts économiques ou financiers privés dans le chaos actuel et qui feront tout pour saper le moral de nos militaires et des citoyens patriotes engagés pour le sauvetage du navire Mali.

Emmanuel Macron a été formé avec l'argent du contribuable français et ce sont les citoyens français qui l'ont élu président de la république. Nous ne pouvons pas lui en vouloir de défendre les intérêts diplomatiques, économiques et financiers de son pays alors que nous sommes incapables de nous unir pour défendre les nôtres.

Le temps du paternalisme est révolu et les dirigeants français n'ont aucun intérêt à négliger les aspirations profondes du peuple malien ou à envisager la violence comme seule alternative pour se maintenir dans ce pays. Ils auront plus à perdre qu'à gagner en voulant museler le peuple meurtri et en faisant usage de la force. Après 164 ans d'histoire commune, le peuple malien est loin d'être antifrançais mais il reste fidèle à ses valeurs d'honneur et de dignité. Je crois savoir que les français seront assez intelligents pour faire le bon choix après la démission d'IBK afin que le peuple M5-RFP ne redescend pas encore dans la rue.

Il est important de rappeler qu'au Mali les acteurs majeurs pour une véritable sortie de crise sont désormais : les mouvements armés et leurs suppôts occidentaux, le CNSP et le M5-RFP. En dehors de ces trois entités le reste n'est que du PIPPO!

Modibo Simbo Keita



Le cartel des chefs d'état d'Afrique de l'ouest... C'est RFI qui le dit. C'est dans leur langue et ils connaissent mieux que quiconque le poids et le sens des mots.

Donc il y avait des gars qui avaient jusqu'à cinq véhicules de fonction...

Quand Cellou Dalhein Diallo ira battre campagne dans son fief, peut être que lui aussi sera enlevé... Le voisinage crée des habitudes.

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

57^e sommet de la CEDEAO à Niamey : Le président nigérien demande au CNSP d'« aider à aider le Mali »



« La junte militaire doit nous appuyer à aider le Mali. Nous fondons l'espoir qu'elle répondra favorablement aux mesures prises par notre communauté. D'autres partenaires stratégiques du peuple malien fondent le même espoir. Ne les décevons pas. », a déclaré, lundi, à Niamey, le président en exercice la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le président nigérien Issoufou Mahamadou, s'exprimant devant les Chefs d'État et de Gouvernement des 15 États membres de la CEDEAO réunis dans la capitale du Niger pour les travaux de leur 57^e sommet ordinaire, avec comme point d'orgue de leur agenda la situation politique, sécuritaire et économique de la sous-région et l'évolution de la situation au Mali. Issoufou Mahamadou a rappelé les décisions prises par la CEDEAO lors des trois sommets virtuels sur ce pays.

Le président du Niger, a ajouté : « Le Mali a plus que jamais besoin de stabilité pour que les aspirations fortes du peuple Malien pour la sécurité et le développement soient pleinement satisfaites. Il est du devoir de notre communauté d'assister les Maliens en vue d'un rétablissement rapide de toutes les institutions démocratiques ».

À la situation malienne, s'ajoute l'examen des rapports sur l'état de la Communauté, le plan d'action pour la sécurité régionale, le programme de coopération monétaire de la CEDEAO et la situation de la Covid-19. Ce Sommet sera, également, l'occasion d'élire le nouveau Président de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la communauté régionale. À l'ouverture des travaux, dans la matinée, le président en exercice, Issoufou Mahamadou, a rappelé les domaines sur lesquels il a mis l'accent durant son mandat. Notamment la sécurité régionale, la consolidation des institutions démocratiques et l'intégration économique. Sur la question de la monnaie unique, Issoufou Mahamadou a souligné la modification de l'agenda, précisant que le présent sommet doit prendre en considération cette situation et élaborer une nouvelle feuille de route. « L'occasion sera mise à profit pour clarifier la controverse née de l'annonce du lancement de l'Eco, la nouvelle monnaie, par les pays membres de l'UEMOA », a-t-il ajouté. Par ailleurs, Selon le président nigérien, de manière plus générale, le sommet doit définir les orientations nécessaires pour l'élaboration d'un plan régional de relance économique post COVID-19 car, a-t-il dit, tous les programmes ont été frappés négativement par la COVID-19.

Cette 57^e sommet a vu la désignation du président ghanéen Nana Akufo-

Mali : Le Mouvement Populaire du 4 septembre appelle demain à un meeting de soutien à l'armée Malienne



À la faveur d'un point de presse qu'ils ont animé ce lundi 7 septembre 2020, le bureau national du Mouvement Populaire du 4 septembre (MP4), a annoncé l'organisation d'un grand meeting populaire de soutien à l'armée malienne. Prévu pour demain mardi 8 septembre, ledit rassemblement aura lieu au boulevard de l'Indépendance à partir de 14h.

Cet appel du Mouvement Populaire du 4 septembre se veut un rassemblement historique. Car Selon M. Abdoulaye Keita, il s'agit de soutenir et accompagner l'armée malienne dans la mise en place d'une transition réussie, et cela, pour poser les bases d'un Mali émergent et stable. Par ailleurs, M. Keita ajoute qu'il s'agira d'inviter les maliens à s'unir autour de l'armée nationale dans sa lutte contre le terrorisme, l'insécurité.

En effet, ce rassemblement se tiendra quelques jours après la tenue de la journée de concertation sur la validation des termes de référence organisée par le CNSP pour la mise en place de la transition. Toute chose qui vise à combler le vide institutionnel laissé à la suite de la démission depuis le mardi 18 août 2020 dernier.

Rappelons que le Mouvement Populaire du 04 septembre 2020 (MP4) regroupe en son sein des organisations de la société civile, groupements de partis politiques et associations. Il s'agit entre autres de la Plateforme "Wati Sera" ; la Plateforme "Les Patriotes. S'y ajoutent les "APM" et la Plateforme "Le Mali est Pour Nous Tous".

Adama Coulibaly



Ado, comme nouveau Président en exercice de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, en remplacement du Président Mahamadou Issoufou.

TC/MD

Restitution des véhicules de service par l'ancien régime : L'ancien Ministre Yaya Sangaré remet 5 véhicules qui étaient à sa disposition



Le gouvernement précédent comptait 36 membres. Petit calcul : $5 * 36 = 180$ voitures à la disposition des ministres. Si par jour on dotait chaque véhicule de 10 000 f de carburants on serait à 54 millions de FCFA par mois rien que pour les ministres sans compter le reste du cabinet. Chaque année c'est quelques 650 millions que le contribuable paie, rien que pour le bien-être des ministres et de leurs familles. En ajoutant les frais d'entretien et autres ce sont des milliards qui partent en l'air sans aucun impact sur les populations mis à part le confort ministériel. Pendant ce temps, les dispensaires manquent d'ambulances dans les grandes villes. Dans les campagnes, les maliens sont transportés à vélo, à charrette, etc.

Source : F D Mali

Sénégal : De Retour De Niamey, Macky Convoque Une Réunion D'urgence Au Palais



Les inondations qui touchent Dakar, sa banlieue et l'intérieur du pays préoccupe le chef de l'Etat. De retour à Niamey où il participait à la 57e session du Sommet de la CEDEAO, le Président, Macky SALL, a convoqué, ce mardi, à 10 heures, une réunion d'urgence au palais de la République sur les inondations.

Il s'agit, selon L'Observateur, d'une rencontre de comptes et de perspectives. En effet, à l'issue de ce conclave, un bilan exhaustif sur la gestion des inondations sera fait.

L'éducation, le fondement de toute nation : Si non le monde s'effondre



Un professeur d'université en Afrique du sud écrit pour ses étudiants du niveau Doctorat, Master, Licence un texte plein de sagesse et il l'afficha à l'entrée de la faculté. Voici le contenu du message :

"Pour détruire une nation on n'a nullement besoin d'armes atomiques ou de missiles intercontinentaux ..., mais seulement de réduire la qualité de son éducation et permettre aux étudiants de tricher !!!

Ainsi le malade mourra dans la main d'un médecin qui a réussi par tricherie !!! Les édifices (maisons...) s'écrouleront dans la main d'un ingénieur qui a réussi par fraude... On perdra beaucoup de fonds dans la main d'un comptable arrivé par fraude !!! Les étudiants transformeront leur université en unité de grève. Les fonctionnaires vont en grève pour réclamer des salaires énormissimes au détriment de la masse laborieuse. Les politiciens vont instrumentaliser une partie du peuple, jeter dans la rue pour leur réclamer le pouvoir à sang.

Les présidents élus vont toujours tripatouiller la constitution pour un 3ème. Ainsi, un militaire ou un soldat qui a triché va fuir le combat et mettre son pays en danger. Une hiérarchie militaire qui est parvenue dans les mêmes circonstances aux affaires, détournera les fonds destinés pour la sécurisation et la défense de la nation. Les maires et les députés vont se servir au lieu de servir loyalement la nation.

Les athlètes ou les sportifs revendiqueront toujours les primes en lieu et place du patriotisme. Les commis de l'État vont mettre en avant les perdiems au cours du renforcement des capacités. Les politiciens s'occuperont des prochaines élections au lieu de la sécurité du peuple

La religion s'éteindra dans la main des théologiens qui ont réussi par la fraude !!! La justice s'envolera dans la main des magistrats qui ont réussi grâce à la fraude !!! L'ignorance se répandra parmi la jeune génération dans la main d'enseignants qui ont réussi par fraude !!!

Chute de l'éducation=chute d'un pays

Le ministre de l'intérieur Aly Ngouille NDIAYE, celui de l'Eau et de l'Assainissement Serigne Mbaye THIAM, Abdoulaye Daouda DIALLO, ministre de l'Economie et des Finances, le ministre de l'Habitat, Abdou Karim FOFANA, entre autres, prendront part à cette rencontre.

Ces ministres cités sont sommés de se présenter à la réunion avec des éléments concrets aussi bien dans le suivi, l'exécution du programme décennal de lutte contre les inondations (2012-2022).

Walf Quotidien

Gestion des véhicules de l'État : L'exemple Rwandais



Voilà comment Paul Kagamé du Rwanda est parvenu à éliminer les habitudes d'utilisation des véhicules de service. Un jour Kagamé a eu assez de payer le carburant, les frais de réparation, les pièces de rechange, les lubrifiants, les frais d'assurance, les frais de renouvellement et toutes ces autres coûts qui font qu'un véhicule coûte cher. Il a amené tous les véhicules au stade de Kigali et les a vendu aux plus offrants.

Le gouvernement Rwandais a vendu en tout 4000 voitures sur les 5000 du parc automobile du pays. Le "Zero Fleet Policy" (politique zéro véhicule) a commencé en 2005. Voici une photo de véhicules dans un stade à Kigali.

Comme vous le voyez, le fonctionnaire Rwandais aimait bien les 4x4 comme les fonctionnaires Africains ; c'est comme une histoire d'amour. Ces engins coûtent souvent jusqu'à 60 ou 70 millions CFA.

Dans le nouveau système Rwandais, les hauts fonctionnaires de l'Etat peuvent acheter à crédit des véhicules hors-taxe sur 5 ans. C'est le véhicule que ces fonctionnaires utilisent pour leur travail; à l'échéance du crédit le fonctionnaire devient propriétaire. Le reste de l'administration a droit à un pool de véhicule commun.

Certaines catégories (urgence, sécurité, etc.) bénéficient néanmoins de véhicules de service; avec ferme interdiction de les utiliser en dehors du service.

Sachant que ces nouvelles mesures auraient des effets négatifs sur les transports publics (tous les fonctionnaires dé-véhiculés se rabattant sur le transport public), Kagamé a fait baisser les taxes douanières sur les minibus à 10% – le tarif normal étant 25% (sans compter la TVA de 18%).

Le gouvernement s'est ainsi débarrassé de 80% de ses véhicules et indique avoir économisé l'équivalent de 13 Milliards CFA. Et puis il fait appel régulièrement à un cabinet étranger pour évaluer le programme et faire un audit. Le programme a été corrigé 2 ou 3 fois pour continuer à le parfaire. L'incidence aujourd'hui est de 1,8 milliard CFA annuelle. (Source: Vu sur le net)

Pour le cas malien :

- Dans un premier temps faudrait réduire les attributions abusives des voitures de fonction.
- il y a aussi la qualité des voitures fournies, le plus souvent des véhicules hauts de gamme, alors que des voitures moins coûteuses peuvent faire l'affaire.
- Revoir les critères d'attribution des véhicules de fonction et en donner

Transition au Mali : La France ne reconnaît-elle pas l'autorité de la junte ?

Contestée par la CEDEAO



la France ne reconnaît pas l'autorité de la junte

MCNEWSAFRIQUE

La France compte poursuivre ses opérations militaires au Mali où deux soldats français sont morts samedi, a déclaré dimanche le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian. "Il n'est pas question de lever la garde", a dit Jean-Yves Le Drian sur France Inter. "Nous progressons, nous sommes là pour défendre notre sécurité", a-t-il ajouté, revenant sur les progrès réalisés sur le terrain.

"Des territoires sont revenus à la vie civile, des villageois sont retournés chez eux, la présence de l'État revient, a poursuivi le ministre. C'est un long combat difficile, d'autant plus que nous sommes dans une région grande comme l'Europe. Nous avons affaire à des groupes jihadistes extrêmement volatiles, extrêmement agiles, mais nous progressons et nous sommes là pour défendre notre sécurité"

Deux soldats français de la force Barkhane ont été tués en opération au Mali samedi matin après la destruction de leur véhicule blindé par un engin explosif "improvisé". Les deux militaires appartenaient au 1er régiment de hussards parachutistes de Tarbes.

Deux semaines après le coup d'État militaire contre l'ex-président Ibrahim Boubacar Keïta, Jean-Yves Le Drian dit ne pas reconnaître l'autorité de la "junte" au pouvoir. Il déclare qu'il est "nécessaire et souhaitable" que les militaires "assurent la transition civile et la transition tout court pour permettre de nouvelles élections" au Mali.

là où c'est nécessaire et surtout utile pour les populations.

- Rediriger les fonctionnaires vers le transport public nécessite des bonnes routes et une bonne qualité du transport public! Ceci prendra des années, mais pour économiser on peut adopter certaines mesures.
- L'argent économisé pourrait être réinvesti dans d'autres secteurs prioritaires! Mais il faudrait un plan d'ensemble sinon il connaîtra le même destin sinistre que les autres.

M.ASSORY

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Crise scolaire : Les parents d'élèves expriment leur colère !

Le sentiment de repentance semble s'emparer d'une grande majorité de la population pour avoir soutenu les enseignants dans le cadre de l'application de l'article 39 du statut du personnel enseignant.

Le fleuve de l'école est très trouble. Tous les établissements publics sont fermés depuis mi-août, à cause du rebondissement de l'application de l'article 39. Dès lors, les enseignants ont adopté une position radicale. En analysant tous les dessous de cette position, l'on se rend compte que les enseignants sont plus attirés par le gain que la formation des futurs cadres du pays. Tout le monde est d'accord que le niveau des élèves et étudiants maliens est bas, pour ne pas dire nul. Ce qui veut dire que notre pays sera dirigé, dans les années à venir, par une classe de médiocres. Avec l'intégration sous régionale, tous les pays sont en compétition pour amorcer un développement durable. Quel avenir allons-nous réserver à nos enfants, si nous continuons dans ce schéma avec des grèves cycliques, sans pourtant faire le mea culpa ? Les responsables des syndicats d'enseignants doivent mettre un peu d'eau dans leur vin. Jadis, n'importe qui ne devenait pas enseignant. Avec leur salaire dérisoire, ils dispensaient un enseignement de qualité aux élèves

et étudiants, avec fierté. A cette époque, l'enseignant était l'homme le plus respecté de la société, l'homme à plusieurs casquettes. Ce secteur était uniquement réservé aux étudiants brillants. C'est en ce moment que l'étudiant malien faisait la fierté du pays dans la sous-région. L'étudiant malien se démarquait des autres par son sérieux et son rendement scolaire. Malheureusement, nous sommes en train d'assister à la dépréciation de notre système éducatif au nez et à la barbe de tous. Personne ne pipe mot, comme si l'éducation est devenue le dernier souci des parents d'élèves.

Le constat est très triste voire alarmant. Actuellement, on a l'impression que les enseignants ne veulent que l'argent. Où est la place de la morale et de la conscience professionnelle ? Certains me diront que les temps ont changé. Quelle insinuation ? On ne devient pas enseignant pour prétendre être riche. Ce métier est un sacerdoce. A cause de la non application d'un seul article de leur statut, les enseignants ont pris l'école malienne en otage

et hypothéqué l'avenir de toute une nation. Toutes les classes ainsi que les structures éducatives sont hermétiquement fermées. Le droit de grève est reconnu dans notre pays mais vouloir empêcher ceux qui ont envie de travailler de le faire, est un délit et ne mérite pas d'être toléré. Plusieurs voix audibles commencent à dénoncer ce comportement qui n'honore pas le monde enseignant.

Certes, le pouvoir déchu n'a pas pu honorer ses engagements mais les nouvelles autorités ont affiché clairement leur volonté de résoudre cette crise scolaire. Pour mettre fin à ce bras de fer, ils ont fait des propositions convenables, compte tenu de la situation du pays. Sourds qu'ils sont, les enseignants sont restés campés sur leur position. De surcroît, ils ont jeté la craie et le chiffon dans la poubelle. Et ils avancent que la couleur de l'année dépend du Comité national pour le salut du peuple (CNSP). Quelle aberration ? Une année blanche serait fatale pour le Mali, dans ce contexte de tourmente. Quelles sont les conséquences d'une année blanche pour notre école (publique et privée) ? Sans m'ériger en avocat défenseur de la junte, ils sont dans la dynamique de mettre définitivement fin à cette crise. Donnons leur le temps de voir clair dans cette situation.

Il faut aller à la refondation de l'école malienne. Cette situation nous interpelle tous. En cas tout, le temps presse et il faut aller très vite pour sauver l'avenir des milliers d'enfants.

■ Ibrahim Sanogo



Affaire foncière Sogoniko : Bras de fer entre le maire et la population

A la suite d'une dénonciation de la mauvaise gestion de l'actuel maire, la population de la Commune VI a demandé le départ immédiat de l'élu communal de l'Union pour République et la Démocratie (URD), pour avoir vendu des terres et espaces publics appartenant à ladite commune, à l'insu des chefs de quartiers. Face à cette situation, le premier responsable de la commune VI, Boubacar Keita, à l'occasion d'une conférence de presse, a annoncé que le propriétaire du terrain, autochtone du quartier, possède tous les documents prouvant son appartenance à l'espace vert de Sogoniko.

■ ■ Nous qui souffrons de ces délits avons décidé d'observer une désobéissance civile jusqu'à ce qu'il quitte son poste à la Mairie de la Commune VI. Aujourd'hui, nous sommes rebellés contre tout paiement de taxes pour le développement de la commune VI », a déclaré le porte-parole des jeunes de la com-

mune VI, Boubou Mabel Diawara. En effet, il a rappelé que des jeunes ont été interpellés à cause de la vente d'un espace litigieux, au carrefour de Niamakoro, dénommé « Somotoukoro ». Ensuite, il nous a fait savoir que ces deux jeunes ont été appréhendés pour saccage et pillage par le biais d'une plainte déposée par Sadio Bathily. « Après, il y a eu

une comparution immédiate devant le Parquet. Ils ont été poursuivis mais non détenus et le jour de l'audience a été communiqué à leur avocat, Me Sékou Mangara. Ce dernier ne s'est jamais présenté auprès du tribunal », a affirmé Boubou Mabel Diawara.

Pour faire face à ces critiques, le maire de commune VI a rappelé que la Mairie est une administration qui travaille avec des documents et elle est placée sous tutelle du Département en charge de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. Selon lui, la Mairie ne peut rien faire d'autre que suivre les directives. « Certains habitants de la commune sont entrain de déplacer l'affaire de terrain à Sogoniko contre la Mairie, plus précisément moi-même », a expliqué, mardi 1 septembre, Boubacar Keita, le premier responsable de la commune VI.

A en croire celui-ci, le propriétaire du terrain veut transformer la maison à usage d'habitation en un lieu commercial. Selon ses propos, il a fourni tous les documents judiciaires se trouvant en sa possession et prouvant son appartenance à l'espace vert. Pour plus de précision, Boubacar Keita a rappelé que les contestataires ont fait une demande adressée à la Mairie en 2003 pour dénoncer la vente du terrain. « Ce conflit n'est pas un problème d'aujourd'hui parce que ces gens ont voulu me piéger mais, quand j'ai eu les documents, je me suis ressaisi », a clarifié le maire avant de préciser que « personne n'est au-dessus de la loi ».

En concluant, il a adressé à l'ensemble de la population un message d'apaisement en leur demandant de dialoguer avec les intéressés pour préserver l'union sacrée des habitants du quartier.

■ Ibrahim Sanogo



Gestion de la crise politique au Mali : La lettre ouverte de Soumaila Traoré qui interpelle

La proclamation des résultats des élections législatives de 2020 le 30 mars 2020 provoqua de vagues contestations à travers le Mali. Ces contestations postélectorales dégradèrent une situation sociopolitique déjà précaire. Le Président de la République, son Premier ministre et les membres de son gouvernement furent arrêtés par des officiers de l'Armée malienne le soir du 18 août 2020. Après leurs arrestations le Président de la République du Mali Son Excellent El Hadj Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) dissout l'Assemblée Nationale et démissionne tard dans la nuit.

Lettre Ouverte à la Communauté internationale:

Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest, (CEDEAO)
Union Africaine, (UA)
Unions Européenne
Organisation des Nations-Unies, (ONU)

A Messieurs les présidents :

En exercice de l'Union Africaine, Cyril Ramaphosa

En exercice de la CEDEAO, Mahamadou Issoufou

Des Pays membres de CEDEAO

De la République Française, Emmanuel Macron

Des États-Unis d'Amérique, Donald Trump
Messieurs les Chefs d'États et Représentants des Organisations Internationales
Asphyxier un Pays, faire souffrir ses citoyens parce qu'on veut l'aider ou le soutenir avec un blocus économique, financier, et commercial est inimaginable au 20e siècle !

Personnes ne cautionne les coups d'États en temps normal. Nous sommes tous contre les changements anticonstitutionnels.

Cette lettre n'a aucunement la prétention de dévoiler ce qui serait méconnu ou ignoré. Elle se veut en revanche être un appel à la conscience des nations, à leurs dirigeants et représentants des organisations internatio-



nales. Elle attire l'attention sur la réaction de la CEDEAO, la communauté internationale et les bailleurs de fonds face la gestion de la grogne sociale du Mali qui s'est traduite par la démission du président Ibrahim Boubacar Keïta et la dissolution de l'assemblée nationale.

Suite au grand meeting du 5 juin 2020, le Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) est né. Il représente en son sein plusieurs forces vives de la nation qui tiennent à l'assainissement des mœurs politiques et à la bonne gestion de l'État du Mali. Cela s'est traduit par la demande de démission du Président Ibrahim Boubacar KEITA (IBK) et de son régime pour la gestion catastrophique du pays. Les manifestations du M5-RFP ont été réprimées par le gouvernement de IBK par la violence en violations des normes du maintien d'ordre et des textes en vigueur au Mali et les conventions internationales de protection des droits humains. Des manifestants furent assassinés dans les rues et jusque dans la mosquée de l'Iman Mahamoud Dicko, le responsable moral du M5-RFP entre les 10 ; 11 et 12 juin 2020.

Vos représentants, ambassades, corps consulaires et autres institutions ont sûrement dû, mesdames, messieurs les présidents et représentants des institutions susmentionnées,

vous remonter les informations de la crise socio-politique qui secoue le Mali et marquée par des manifestations, des répressions, des arrestations, des séquestrations de leaders politiques, des violations de domiciles privées et des meurtres.

Le Mardi 18, 2020, tôt dans la matinée, des coups de feu ont retenti dans le camp militaire Soundiata de Kati. C'est dans ce même camp qu'a commencé la mutinerie du coup d'État de 2012. Des armureries du camp furent ouvertes et chaque militaire se procuraient des armes sans aucun contrôle. Un peu plus tard dans la matinée commencèrent l'arrestation des membres du gouvernement et des personnalités politiques parmi lesquels le Président de l'Assemblée Nationale Honorable Moussa Timbiné qui est parmi les députés dont l'élection est contestée. Les services publics, banques et institutions financières, des stations-service sont fermés à Bamako.

C'était la confusion totale à Bamako car les militaires circulaient partout dans la ville. La menace d'un potentiel coup d'Etat planait sur Bamako.

Un communiqué publié par le cabinet du Premier Ministre dans lequel il s'inquiète de la situation des deux camps militaires de la ville de Bamako, invite au dialogue et demande aux militaires de « faire taire les armes ». Le soir,

Le Président dans le domicile privé en compagnie de son Premier ministre Dr Boubou furent arrêtés et amenés Kati par des militaires sans effusion de sang.

Et tard dans la nuit sur la chaîne de télévision d'Etat, l'ORTM1, avec masque de protection COVID19, le Président Ibrahim Boubacar Keïta, démissionne de ses fonctions de Président de la République, Chef de l'Etat et dissout l'Assemblée Nationale afin d'éviter que le sang d'autres maliens ne soient encore versés.

Avant même la déclaration de la démission de SE IBK la CEDEAO dénonce un coup de force des militaires, leur demandant un retour à l'ordre constitutionnel sans délai et impose une série de sanctions contre le Mali de facto suspendu des instances de décision de l'organisation sous régionales

Le Président de la CEDEAO a lui seul, contre toutes nos attentes, dans un communiqué a condamné la démission de Ibrahim Boubacar KEITA, et impose des sanctions économique, financière et commerciale contre le Mali ; 1) en violation des textes de notre organisation sous régionale CEDEAO, 2) en violation des conventions internationales des mers, et 3) en ignorant la situation sécuritaire et sanitaire du Mali.

J'attire l'attention de la CEDEAO, sur la révision de son mécanisme de promotion du protocole de la bonne gouvernance et de la démocratie. Ces sanctions doivent être dirigés contre tous les membres des gouvernements des pays de la CEDEAO qui ne mettent pas en œuvre le protocole bonne gouvernance et la démocratie. Le maintien de l'embargo ou des sanctions économiques contre Mali met la CEDEAO en porte à faux avec le protocole additionnel de mars 2001 pour la bonne gouvernance et la démocratie qui vise à renforcer une gouvernance pour l'intérêt général du peuple et non le contraire.

A mon humble avis, Mesdames et Messieurs, mettre sous embargo ou couper le soutien à un État dans une situation déjà difficile n'aura aucun impact significatif sur la bonne gouvernance. Au contraire cela freinera la lutte entamée le 5 juin 2020 contre la mauvaise gouvernance et l'impunité au Mali.

Ce n'est pas en asphyxiant un Etat avec des sanctions économiques que vous ferez la promotion de la bonne gouvernance et de la démocratie en soutenant la CEDEAO dans sa

posture de sanction. En le faisant vous vous dressez contre la volonté d'un peuple qui aspire à la démocratie et la bonne gouvernance.

La réaction de la communauté internationale me laisse perplexe, et sème la confusion en terme de soutien de l'État. Les États-Unis ont suspendu tout soutien militaire au Mali après la démission du président, a indiqué vendredi 21 août l'émissaire américain au Sahel. L'UE et la France aussi dans un communiqué expriment leurs préoccupations et partagent la posture adoptée par la CEDEAO.

Nul n'a besoin de vous faire le dessin de la crise humanitaire que pourra engendrer l'application de ces sanctions en plus de la crise humanitaire provoquée par les conflits au centre du Mali.

La démocratie ne rime pas seulement avec le respect des mandats d'un président démocratiquement élu.

La démocratie, est synonyme de justice, d'état de droit, de transparence, de paix et de sécurité. Elle fait aussi appel à la répartition équitable des ressources du pays. Tel est le combat mené par les maliens à travers le M5-RFP.

Vouloir uniformiser les États sur le modèle de démocratie du 19e siècle est une utopie et erreur monumentale de la CEDEAO et communauté internationale. Je tiens à attirer votre attention sur la nécessité de faire des réformes des institutions sous régionales et internationales pour la promouvoir l'intérêt et la volonté générale des peuples et non des organisations qui mets au centre la stabilité des institutions de l'État. Il est impossible d'universaliser la même sorte démocratie compte tenu du contexte socioculturel des nations et des États. Nous devons être actuellement dans un monde où la sécurité humaine doit être la priorité de toutes les organisations nationales et internationales

Les États du 20e siècle doivent être des États sensés promouvoir l'intérêt général de leurs citoyens. Cela doit être le combat de tous les acteurs qui œuvrent pour la bonne gouvernance et la démocratie. Tel doit être aussi le rôle de la communauté internationale. Par conséquent, les termes des coopérations, financières, militaires et les aides au développement doivent être repensés pour prendre en compte l'intérêt général de la population et

non la seule protection des institutions démocratiques.

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etats et représentants des institutions internationales, en rompant votre coopération militaire et aide au développement suite à la réaction de la CEDEAO face à la gestion actuelle de la crise, vous contribuerez à la déstabilisation totale du Mali déjà en proie avec l'insécurité et le terrorisme, l'extrémisme violent, et le marasme économique.

Sanctionner un Mali menacé de sécession et rongé par la guerre, le séparatisme, et confronté à la crise sanitaire COVID 19 comme tous les autres pays, car l'armée Malienne a pris le pouvoir afin de reconstruire un Mali nouveau sur les fondements d'un État pour le peuple, est contraire au principe démocratique « Par le peuple et pour le peuple »

Vu les liens d'amitiés et de coopérations qui nous lient, je vous invite à revoir votre position sur la gestion de la crise actuelle qui éprouve le Mali, tout en accompagnant le Comité National du Salut Patriote (CNSP) dans la mise en œuvre d'une transition inclusive dans le plus bref délai.

Si vous voulez aidez le Mali, ensemble unissons nos forces pour :

- L'organisation d'une transition inclusive et d'union nationale
- La restauration de l'intégrité territoriale du Mali
- La réconciliation nationale
- La lutte contre le terrorisme et les crimes organisés,
- Les conflits entre sédentaires et nomades/intercommunautaires
- La restauration de l'État de droit

Le Mali a besoin plus que jamais de tous ses partenaires techniques et financiers maintenant en ces moments difficiles>

Je terminerai par cet adage des sages Africains qui nous enseignent que : "c'est en période de crise ou difficulté que nous reconnaissons nos vrais amis".

Je vous remercie.

Soumaila TRAORE, MD Genre Paix et Sécurité/ Doctorant en Relation International et Diplomatie, CEDS Dakar, Sénégal
Email : soumailatraore@daol.com

Souleymane Koné : « Les dirigeants de la transition doivent être profondément convaincus de la nécessité du changement »

L'ancien ambassadeur et membre du comité stratégique du M5-RFP donne son appréciation sur les termes de référence de la concertation nationale. Il se prononce également sur les derniers développements de la situation sociopolitique du pays en répondant aux questions de nos confrères de l'Essor.



L'Essor : Quelle est votre lecture de la situation sociopolitique du pays ?

Souleymane Koné : Le contexte actuel est très difficile pour le Mali, parce que nous traversons une crise multidimensionnelle. C'est peu de le dire, parce que tout le monde voit comment nous sommes empêtrés dans cette crise depuis sept ans. La crise est sécuritaire, politique, économique, sociale. Nous avons pensé, qu'après la transition de

2012, les élections de 2013, que le plus difficile, c'était de rassembler les Maliens, les mettre au travail, créer un consensus national autour d'un objectif commun : comment relever le Mali. Malheureusement, ceux qui ont pris le pouvoir l'ont fait pour la jouissance, et non pour le rassemblement des Maliens, non pour le travail et le Mali. Pendant sept ans, on a assisté au pillage systématique de notre pays. Ce qui fait mal, c'est pendant que nous sommes en crise que les

ressources destinées à l'équipement de nos soldats sont systématiquement détournées. Nos militaires étaient cantonnés dans leur propre pays. Tout était fait pour paralyser l'Armée malienne. De cette façon, on a totalement manqué de stratégie de reconquête de notre territoire, de stratégie de sortie de crise sécuritaire de façon générale.

Ce que le Mali a de plus cher aussi a été atteint : le vivre ensemble construit depuis des siècles à travers l'institutionnalisation de ce que nous appelons aujourd'hui le cousinage à plaisanterie, le Sinankouya et d'autres formes de cohabitations. L'ancien régime s'est systématiquement attaqué à ce vivre ensemble en mettant les communautés les unes contre les autres ; en mettant les clans les uns contre les autres à l'intérieur des communautés. Pour en finir, depuis le nord jusqu'au centre, cette politique aussi a été menée dans le sens de la conquête ou de la conservation du pouvoir. Tous ceux qui peuvent intervenir dans la médiation, quand il y a un conflit majeur, ont été déstabilisés, délégitimés, désacralisés par l'ancien régime.

L'école a été abandonnée ; la santé a été totalement ignorée et d'autres secteurs comme celui de l'agriculture ont été détruits. C'est extraordinaire que cette année nous allons passer de 400.000 tonnes de coton à 180.000 si encore... Parce que, par une politique qu'on ne peut même pas qualifier, les agriculteurs, majoritairement, ont refusé de cultiver du coton cette année. On peut prendre secteur par secteur pour se rendre compte que la destruction du pays était systématique.

Voilà le contexte dans lequel, le M5-RFP s'est retrouvé en se disant que la question fondamentale pour sauver le Mali était de changer de président de la République. Pendant trois mois, nous avons voulu cette lutte pacifique,

démocratique et constitutionnelle. Voilà pourquoi, nous nous sommes basés sur l'article 121 de la Constitution qui dit que lorsque la forme républicaine de l'État n'est plus respectée, le peuple a le droit à la désobéissance civile. Ce n'est pas parce qu'il y avait des institutions de la République, mais il fallait interroger leur fonctionnalité. On s'est rendu compte qu'aucune des huit institutions de la République ne fonctionnait normalement. La façon dont les jeunes militaires sont venus parachever ce mouvement pacifique du M5, qui a tenu pendant trois mois en faisant sortir des centaines de milliers de personnes sans casser, a été une leçon pour l'avenir. Non seulement pour la jeunesse malienne, mais aussi pour la jeunesse africaine, notamment dans l'espace Cedeao.

L'Essor : Comment voyez-vous l'architecture, les missions et la durée de la transition ?

Souleymane Koné : La mission de la transition doit être refondatrice du Mali. En trente ans, la démocratie a beaucoup apporté au Mali, c'est un fait. Il se trouve que la façon dont les pouvoirs successifs ont géré cette démocratie a laissé beaucoup d'amertume voire d'incompréhensions par rapport à l'objectif démocratique des années 90 et aux attentes de développement du pays. Ce qui a manqué surtout, c'est la façon de gouverner. L'implication citoyenne dans le processus décisionnel est devenu un problème. Nous sommes à un tournant où le citoyen ne doit plus être pris en compte, mais il doit compter. Son intervention dans l'action publique doit être la norme. Pour cela, il nous faut des institutions capables d'assurer cette participation du citoyen. Probablement, le format ou les noms de nos institutions actuelles ne vont pas changer, mais la façon d'y adhérer doit être totalement refondée.

Le Mali a besoin aujourd'hui de deux choses. La première, c'est un système électoral qui doit être tel que, lorsqu'on est élu, on est sûr qu'on a été élu et qu'on représente réellement l'expression du suffrage. Pour cela, il faut revoir l'ensemble du système électoral.

Deuxièmement, il faut qu'aujourd'hui chaque Malien, où qu'il se trouve, soit en mesure de défendre l'intégrité territoriale et l'unité nationale. Pour cela, il nous faut des réformes

administratives, des découpages qui reflètent réellement l'adhésion des populations.

Par rapport au profil, ceux qui ont parachevé la lutte du M5-RFP ont, dans leur première déclaration, dit qu'ils vont venir faire une transition politique et civile. Donc, à mon avis, le profil de la transition doit être civil. Cela dit, tous les patriotes militaires qui se sont engagés dans ce processus pour abréger la souffrance du peuple malien, pour faire en sorte que le Mali ne s'effondre pas, doivent être pleinement impliqués dans la réussite de la transition.

La tâche fondamentale de la transition, c'est aussi de rassurer que ce pays, ses citoyens et leurs biens sont en sécurité. Pour cela, la transition doit doter notre armée de tout ce qu'il faut. En tout état de cause, patriotes militaires, patriotes civils doivent aller ensemble. À mon avis, il faut un Conseil législatif, en tout cas, une instance qui tient le rôle de l'Assemblée nationale, qui est dissoute. Il faut forcément un chef d'État qui assure le rôle de président, il faut un Premier ministre et un gouvernement. Mais, il faut que ce gouvernement soit le plus restreint possible, compte tenu des contraintes que le pays connaît. Maintenant, sa mission, c'est d'assurer les grandes réformes en lien avec la réforme du système électoral, la question de l'unité nationale.

Aussi, il faut baliser la gestion des partis politiques. Nous ne pouvons pas continuer comme cela, avec 200 partis politiques dans un pays comme le Mali. C'est une injure à l'intelligence des Maliens. Il faut trouver des réformes sérieuses pour que les partis puissent se regrouper.

En tout cas, faire en sorte que nous sortions de ce système anarchique de partis politiques. Cela n'a rien à voir avec la liberté de créer ou de ne pas créer des partis politiques. Il faut poser des conditions quant à leur financement public. Je soutiens le financement public des partis politiques. Mais ce financement ne doit pas s'apparenter à une corruption de la classe politique, de l'élite politique. Le financement public est devenu un salaire pour certains chefs de partis. Il faut absolument sortir de cela.

Il faut aussi, par l'organisation administrative du pays, faire en sorte que l'administration soit plus proche des citoyens en tirant utilement toutes les leçons de la faiblesse de notre dé-

centralisation. On a émietté notre pays, 703 communes, même si nous faisons mille ans dans cette situation, il y a des communes qui ne pourront jamais se développer. Il faut revoir la décentralisation, en même temps qu'il faut renforcer la régionalisation. Donc, il faut faire l'opérationnalisation des régions qui sont déjà créées, mais en même temps en recentrant la communalisation.

Je pense que ce sont des démarches qu'il faut entamer, des bases que cette transition pourrait éventuellement lancer. En vérité, il y a plus pressant. Qu'est-ce que qui fait aujourd'hui que le Malien se sent mal, qu'il ne se sent même plus concerné par son pays quelque part ? Parce que l'arrogance de la corruption a atteint un tel seuil dans ce pays que le Malien est dégoûté. Et pour faire face à cela, il faut une justice alerte, et cela commence d'abord par l'audit de toutes les grandes questions qui ont fait l'objet de corruption ces sept dernières années et même, peut-être, plus loin. Et amener les uns et les autres à faire face à leurs responsabilités.

Je serais même tenté de dire que tous ceux, dont les noms ont circulé ou qui ont des dossiers pour être, d'une manière ou d'une autre, impliqués dans les détournements, doivent être frappés d'incapacité d'occuper quelque poste que ce soit au cours de cette transition. Il faut absolument un audit sur les grands dossiers financiers de ce pays.

La transition peut et doit l'initier. En même temps, ces dossiers doivent faire l'objet d'examen, de telle sorte que, des gens ne puissent pas donner l'impression que la transition vient recycler des hommes qui ont pillé le pays et qui veulent profiter de la situation ou des ressources prises aux contribuables pour se repositionner. En tout état de cause, la transition doit refuser d'être un cadre de recyclage de la friperie politique dans notre pays. Absolument, il faut l'éviter, autrement dit on ne donnera plus jamais d'espérance à ce pays.

Les jeunes se sont battus, ils ont été maltraités, tués, y compris dans les mosquées. Si on doit revenir en arrière avec les mêmes gens qui étaient là et qui disaient que tout allait bien pour le pays, que la situation qu'on vivait était la meilleure possible pour notre pays, que même quand ce n'était pas bien, qu'il ne fallait pas changer parce que, parce que ... Ce ne sont pas eux qui peuvent venir porter quelque changement que ce soit dans ce pays.

L'Essor : *Quelle appréciation faites-vous des termes de référence pour l'organisation d'une concertation nationale sur la transition dont l'atelier de validation vient de se tenir ?*

Souleymane Koné : Les termes de références indiquent tout simplement comment les vrais débats sur la transition doivent être abordés. Il s'agissait tout simplement, dans un premier temps, de retracer le contexte qui nous a amené à la transition. Il s'agit de doter la transition d'une Charte, de définir ses organes et de la doter d'une feuille de route. C'était cela l'objectif des ateliers. Je pense que cet objectif, qui ne posait pas de problème, est atteint. Parce que les vrais débats commenceront certainement le jeudi quand on va rentrer dans le vif du sujet en donnant un contenu précis à la feuille de route. Qu'est-ce que la feuille de route doit comporter ? Quels seront les organes de la transition ? Qu'est-ce qu'il faudrait mettre dans la Charte ?

Parce que notre Constitution, n'ayant pas été abrogée, il est évident que dans la période exceptionnelle où nous sommes, il faut se doter d'une Charte qui complète, pour la continuité



de l'État, la Constitution dans ses dispositions qui ne sont plus opérationnelles par rapport à la phase actuelle. Une seconde possibilité pourrait exister en disant, en l'état actuel des choses, puisque la Constitution aura des limites, pourquoi ne pas la suspendre une bonne fois et gérer le pays par une Charte de la transition.

La Charte pourrait donner d'autres contenus qui ne sont pas forcément dans la Constitution, mais qui ne seront pas une violation de

la Loi fondamentale. Par exemple, si nous décidons demain de faire une grande Conférence nationale, faire une Constituante, cela pourrait figurer éventuellement dans une Charte. En plus des valeurs morales que la Charte pourrait édicter : quels sont les critères pour choisir un Premier ministre dans la transition, quels sont les critères pour choisir un président dans la transition, etc.

Propos recueillis par Massa SIDIBÉ

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE





Centre de ressources documentaires sur le Mandé : Tous les KEITA ne sont pas d'ascendance noble

La mégastar de renommée mondiale Salif Keita est l'un des mansasés les plus illustres du Mali contemporain. Mais tous les Keita sont-ils pourtant d'ascendance noble ?

Le dyamu des Keita est l'un des plus prestigieux qui soit en Afrique de l'Ouest. Keita, c'est au sens propre : « celui qui succède, qui hérite de. ». Selon les maîtres de la parole du Mandé, c'est seulement après la mort de Soundiata que ses descendants prirent le dyamu des Keita. Il est vraisemblable que Naré Fa Ma-

ghan, père de Soundiata ait été un Konaté. Le terme Mansaré ou Mansalen, qui désigne également les Keita, fait référence à la puissance royale, au pouvoir politique.

L'appellation de Mansaré, qui était autrefois donné par privilège aux lignages royaux des Keita est appliqué aujourd'hui à l'ensemble du clan. En principe, tous les descendants de Soundiata et de ses ancêtres portent le dyamu des Keita. Mais bien des mansasés qui se présentent comme tels sont d'anciens captifs de guerre adoptés par les vainqueurs, ce qui fait

d'ailleurs la force des griots Diabaté de Kela ou encore des Kamissoko de Krina, car connaissant avec précision les burudyu (généalogies), ils peuvent à tout moment révéler l'origine discutable d'un bon nombre de membres du clan de Soundiata.

Le titre de mansalen (enfants de rois) que portent encore les Keita et les Konaté est essentiellement honorifique et constitue l'une des dernières références au rôle historique prestigieux de leur ancêtre Soundiata car la qualité de Keita ne donne pas pour autant accès à la chefferie politique encore moins à la chefferie religieuse de la terre dans un village ou dans une province lorsque les premiers occupants n'appartiennent pas eux-mêmes au clan des Keita. Certains vieux mansasés portent encore en signe distinctif une boucle d'oreille en or ou à l'annuaire gauche, une bague d'argent dite bolo Karama « les honneurs de la main » qui autrefois était en or.

B. CAMARA,

Centrafrique : L'ex-président Michel Djotodia reçu par le chef de l'Etat

L'ex-président centrafricain Michel Djotodia a été reçu par le chef de l'État Faustin-Archange Touadéra ce lundi 7 septembre dans l'après-midi. Officiellement, il s'agit d'une visite de courtoisie. Michel Djotodia est rentré samedi dernier après plus de six ans d'exil au Bénin. Cette fois-ci définitivement, a-t-il indiqué. Il dit s'être entretenu avec le président Touadéra de sa volonté « d'œuvrer en faveur de la consolidation de la paix ».



La rencontre entre les deux hommes aura duré trois quarts d'heure. En sortant, Michel Djotodia a tenu à marquer son soutien aux autorités. « Je convie tout le monde, tous les Centrafricains à s'unir et à soutenir l'effort de paix du gouvernement, afin d'aller aux élections dans un climat d'apaisement », a-t-il indiqué devant la presse.

À quatre mois de la présidentielle, se dirige-t-on vers une alliance entre l'ancien président et le parti au pouvoir ? « Une alliance n'est pas à l'ordre du jour », affirme un de ses proches, Idriss Salao. « Pour l'instant, la priorité est la paix dans le pays, son ambition personnelle viendra après », ajoute ce dernier.

Rencontre avec les groupes rebelles

D'ailleurs, précise-t-il, Michel Djotodia compte se rendre dans le nord pour y rencontrer les groupes rebelles et comprendre pourquoi les violences continuent, malgré un cessez-le-feu signé l'année dernière. Avant d'affirmer qu'il s'agit d'une initiative personnelle.

La presse centrafricaine croit savoir que Michel Djotodia est rentré au pays à l'invitation de la présidence et pour soutenir la candidature du chef de l'État, auquel il apporterait les voix du nord-est. « Non, il n'y a pas de discussion, ni de contrat entre les deux hommes », répond un porte-parole du parti au pouvoir.

Source : RFI



Journalisme et risque du métier : Deux journalistes australiens fuient la Chine par crainte d'être arrêtés

Bill Birtles et Mike Smith, deux journalistes australiens correspondants en Chine, ont été exfiltrés dans la nuit de lundi à mardi. Quelques jours plus tôt, ils avaient été perquisitionnés et interrogés en pleine nuit par les services de renseignement chinois. Le mois dernier, une autre journaliste australienne avait été placée en résidence surveillée pour des « raisons de sécurité nationale ».

Depuis quelques mois, les tensions entre Canberra et Pékin sont de plus en plus fortes. Bill Birtles était en train de fêter son départ avec des amis quand la semaine dernière sept agents des services de renseignements chinois ont débarqué chez lui à minuit passé.

Correspondant pour la télévision publique ABC, il avait reçu quelques jours plus tôt un appel

de l'ambassade australienne lui conseillant de quitter la Chine au plus vite. Comme son collègue Mike Smith basé lui à Shanghai et correspondant pour un quotidien économique.

Des relations conflictuelles

Avant d'être arrêtés, les deux journalistes sont allés se réfugiés à l'ambassade pour l'un, au

consulat pour l'autre. Avant de pouvoir s'envoler ce lundi soir pour Sydney. « C'est très décevant de devoir partir dans ces circonstances. Mais c'est aussi un soulagement d'être de retour dans un pays où s'applique l'État de droit », a déclaré Bill Birtles à son arrivée à Sydney.

Depuis maintenant des mois, les motifs de brouilles se multiplient entre la Chine et l'Australie. Accusation d'espionnage, mesures de rétorsions commerciales, les relations entre Pékin et Canberra n'ont jamais été aussi tendues.

Une journaliste australienne soupçonnée « d'atteinte à la sécurité »

Le mois dernier, une autre journaliste australienne, Cheng Lei, n'a elle pas eu autant de chance. Elle est assignée à résidence à Pékin sans possibilité de parler à un avocat ni même à sa famille. Elle est soupçonnée « d'atteinte à la sécurité ». Les journalistes étrangers doivent « obéir aux lois chinoises », a affirmé ce mardi le pouvoir central.



Le journaliste Bill Birtles à son arrivée à Sydney après avoir quitté la Chine. TARYN SOUTHCOMBE / ABC NEWS / AFP

Côte d'Ivoire : Le football ivoirien, abandonné par tous, fout le camp ! Le classement des 12 meilleures associations membres de la CAF



Finie vraiment l'époque où le football local focalisait tous les amoureux du ballon rond. La Côte d'Ivoire ne fait pas partie encore cette année des 12 meilleures associations membres de la Confédération Africaine de Football (CAF).

Le classement des Associations Membres de la CAF basé sur la performance des représentants en Ligue des Champions de la CAF Total et en Coupe de la Confédération de la CAF Total sur une période de cinq ans, confirme notre régression depuis les trophées remportés Stade d'Abidjan en 1964 en clubs champions, de l'Africa en 1992 et 1999 avec la coupe d'Afrique des vainqueurs de coupe, la coupe CAF remportée par le Stella Club d'Abidjan en 1993 et le sacre de l'Asec Mimosas en ligue des champions en 1998, sans oublier au passage que; aiglons et Mimos ont remporté res-

pectivement la super coupe en 1993 et 1999. Ce recul du football ivoirien ne pourrait être que seulement la faute à la FIF, mais aux clubs. Parce que, hormis l'Asec qui permettait à la Côte d'Ivoire de maintenir son rang dans le top 12 avec ses performances sur le plan continent et son organisation, aucun club n'a fait l'effort pour maintenir le cap.

Il faut souligner que les clubs sont des entités privées et émanation de l'instance fédérale et ce classement de la CAF n'est que interclubs. Aussi déploré le manque de volonté politique sur le plan sportif, car contrairement à d'autres pays, aucun club ne bénéficie d'une subvention de la part l'Etat.

Les 12 meilleures AMS sont éligibles pour engager deux équipes chacune dans les deux compétitions interclubs pour la saison concer-

née. Le classement est le suivant :

1. Maroc - 180 points
 2. Égypte - 147 points
 3. Tunisie - 140 points
 4. République démocratique du Congo - 83 points
 5. Algérie - 81 points
 6. Afrique du Sud - 68,5 points
 7. Zambie - 43 points
 8. Nigéria - 39 points
 9. Guinée - 38 points
 10. Angola - 36 points
 11. Soudan - 29,5 points
 12. Libye - 16,5 points
- Donatien Kautcha, Abidjan



Bélier (21 mars - 19 avril)

Entreprenant et motivé, vous aurez toutes les chances de réussir dans votre job. Vous irez de l'avant, prêt à vous impliquer à fond dans ce que vous ferez. S'il vous manque des éléments pour boucler un projet, vous serez tenace pour trouver une solution.

Rien ni personne ne vous fera dévier de votre idée, car vous serez persuadé qu'elle vous rapportera des euros. Vous aurez suffisamment les pieds sur terre pour ne pas vous lancer à l'aveuglette et vous prendrez des conseils pour atteindre votre but.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous aimerez votre activité et vous serez même content de partir au travail. Parce que vous l'aurez préparée, cette journée se déroulera bien, et tout ce que vous entreprendrez sera rondement mené et très apprécié par ceux qui vous entoureront.

Jupiter pourrait vous mettre des bâtons dans les roues ou en plein dans le flou dans vos histoires d'argent. En fait, il n'y aura aucun souci particulier, en dehors des vôtres, que vous vous emploierez à cultiver négativement. Réfléchissez de main.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

L'activité professionnelle continue d'être importante. Vous menez plusieurs tâches à la fois et elles pourraient vous épuiser cérébralement. Dans votre service, il peut manquer du monde. La productivité est en baisse et l'ambiance est électrique.

Gare aux dépenses inutiles. L'argent part aussitôt qu'il entre. Pour garder un budget stable, essayez de ne pas craquer dans les sorties. Vos amis pourraient être la cause de dépenses qui tombent mal. Des concessions sont à faire pour maintenir la stabilité.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

La configuration planétaire Soleil-Mars vous obligera à défendre votre gagne-pain ! Vous ne vous contenterez pas uniquement de remplir vos tâches habituelles. Vous demanderez directement à votre directeur un poste plus en phase avec vos compétences.

Votre partenaire aura tendance à faire chauffer la carte bleue du couple. Sans faire la morale ou donner des leçons, vous lui direz tout de même de faire extrêmement attention. En effet, il ne faudrait pas que cela devienne une habitude ! Surtout pas...



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous retrouverez un bon état d'esprit et, avec lui, la volonté nécessaire pour vous engager dans les entreprises qui vous tiendront à coeur et qui seront prioritaires. De très bonnes intuitions vous guideront, que vous aurez intérêt à mettre en pratique.

Vous traverserez une période de turbulence sur le plan financier. Méfiez-vous des promesses non tenues et des abus de confiance. Ouvrez l'oeil si l'on cherche à vous vendre une occasion en or de faire du profit et voyez à qui vous aurez affaire.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Votre planète de secours sera Mars. Vous puiserez votre force dans sa nature combative. Vous serez sur le point de craquer. Ce ne sera pas tant un emploi surchargé que le fait de devoir tout gérer qui vous énervera. Il ne faudra plus rien vous demander.

Il n'est pas dans vos habitudes d'élever la voix pour défendre vos intérêts, préférant en référer à la justice. Mercure vous convaincra de taper du poing sur la table. Votre image en pâtira peut-être, mais votre portefeuille aura beaucoup à y gagner.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous ruminez, car l'ambiance vous agace. De la déception survient dans votre vie professionnelle. Vous êtes peu visible et les collègues évoluent sans vous. Ce climat met le feu aux poudres. Évitez de dire vos états d'âme. De la frustration est inévitable.

Si vous faites du shopping, fixez-vous des limites. Des coups de coeur sont différés. Vous réalisez manquer de moyens pour conjuguer les loisirs et les charges. Un peu de frustration est à venir. Laissez passer la journée avant de faire un achat onéreux.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Porté par un réseau efficace, vous travaillerez et avancerez de manière sereine. Défendre un projet ou conduire une mission difficile ne vous fera pas peur. En assumant vos charges et vos devoirs, ami Scorpion, vous accumulerez les compliments.

Si dans un premier temps, vous ne réaliserez pas de réelles économies, vous dépenserez votre argent plus intelligemment. Placements boursiers, création d'entreprise, cette journée sera cruciale pour prendre ou signer un engagement financier...



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous serez très consciencieux et votre perfectionnisme sera apprécié, pourvu que vous n'imposiez pas votre rythme et vos méthodes personnelles à tout le monde. Vous devrez tenir compte que chaque personne sera différente dans sa méthode de travail.

Vous aurez des ambitions financières que vous ne reniez pas. Au contraire, vous assumerez pleinement que l'argent sera loin d'être un sujet tabou. Pour preuve, vous vous démènerez pour en gagner, sans rechigner pour effectuer des heures supplémentaires.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous ne manquerez pas d'esprit d'entreprise, même si parfois Saturne vous donnera du fil à retordre dans votre secteur d'activité. Quelques réussites pourraient parsemer votre route professionnelle, non grâce à la chance, mais par votre travail acharné.

Sur le plan comptable, vous manquerez d'esprit d'initiative. Au pied du mur, il deviendra urgent de trouver une porte de sortie, mais Jupiter ne vous rendra pas la tâche facile. Lancez-vous un défi en frappant à la porte d'un interlocuteur financier.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Une nouvelle activité professionnelle vous tente. Des démarches sont amorcées pour décrocher un poste en affinités avec vos compétences. Uranus votre planète, vous donne envie de changer d'air. Quitter l'entreprise pour une nouvelle est une situation possible.

Essayez de garder votre trésorerie. Gare aux imprévus qui mangent une partie du budget. Si vous faites des achats, comparez les tarifs et ne tombez pas sur le premier article. Des coups de coeur restent probables. Ils peuvent être regrettés par la suite.



Poisson (19 février - 21 mars)

Porté par les bons auspices de Vénus, vous mettrez votre talent au service de votre employeur, mais aussi à celui de votre créativité, et de votre réputation. Ami Poissons, pour reprendre un célèbre terme du cinéma, vous serez bancable ! En ce début de mois, vous allez vous assurer que les vases resteront communicants entre vos recettes et vos dépenses, histoire de vivre un mois sans soucis financiers... Votre partenaire vous fera une remarque : pour acheter plus, il faut gagner plus !

Promo Modem 4G



Proche de vous

19 000 FCFA

au lieu de ~~39 900F~~

- 50%

JUSQU'À 10 APPAREILS
CONNECTÉS EN SIMULTANÉ



4G



Proche de vous

5 Go
offerts



SPIRIT

Jusqu'au 30 septembre 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour vos **smartphones, tablettes et ordinateurs** avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s**.

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official

